
PREFECTURE DE L'INDRE

Direction des actions interministérielles
Bureau de l'environnement
et du cadre de vie
SB

ARRETE N° 97 -E- 2032 du 25 AOUT 1997

imposant au directeur des Fonderies du Moulinet, à ST MARCEL, des dispositions complémentaires visant à protéger l'environnement lors du fonctionnement de son entreprise

**LE PREFET DE L'INDRE,
*Chevalier de la Légion d'Honneur,***

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement, notamment l'article 6 ;

Vu le décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1991 relatif à l'élimination des sables de fonderie contenant des liants organiques de synthèse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 88-E- 2691 du 27 décembre 1988 régularisant, au titre de la loi sur les installations classées, la situation administrative de l'ensemble des activités exercées dans les Fonderies du Moulinet, à ST MARCEL ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 96-E- 3190 du 28 novembre 1996 mettant M. le directeur de la Fonderie du Moulinet en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1988 ;

Vu la lettre de M. le Préfet à M. l'ingénieur des mines, inspecteur des installations classées, en date du 23 juillet 1997 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 août 1997 ;

Considérant :

- que le directeur de la Fonderie du Moulinet ne respecte pas les prescriptions et les dispositions des arrêtés préfectoraux des 27 décembre 1988 et 28 novembre 1996 ;

- que la véracité des plaintes des habitants riverains a été constatée sur place, à savoir que les nuisances sonores sont importantes et que les risques de pollutions atmosphérique et du sol, liés au mauvais stockage des déchets et à la mauvaise élimination des poussières, ne sont pas négligeables ;

... / ...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : Le respect des dispositions suivantes est imposé au directeur des Fonderies du Moulinet pour l'exploitation de son établissement situé à ST MARCEL :

1.1 NIVEAU SONORE

1.1.1. L'exploitant devra remettre à M. Le Préfet, **dans un délai de deux mois**, à compter de la notification du présent arrêté, une étude faite par un organisme indépendant, visant à déterminer l'origine des bruits provenant de son établissement ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour que ceux-ci soient inférieurs, en limite de propriété, aux valeurs suivantes, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1988 :

le jour 7 h 00 à 20 h 00	En période intermédiaire 6 h 00 à 7 h 00 et 20 h 00 à 22 h 00	la nuit 22 h 00 à 6 h 00
60 dB (A)	55 dB (A)	50 dB (A)

et que l'émergence n'excède pas le niveau sonore initial à chacune des périodes précitées de plus de 3dB (A) .

1.1.2. **Dans un délai de deux mois suivant le délai précité**, les niveaux maximaux admissibles en limite de propriété ainsi que l'émergence devront être inférieurs à ceux indiqués ci-dessus .

1.2. DECHETS

1.2.1. **Dès notification du présent arrêté**, les sables de fonderie usés devront être mis dans des big-bag ou équivalent, à l'intérieur des bâtiments, avant d'être entreposés sur l'aire de stockage des déchets afin d'éviter tout risque de pollution atmosphérique.

1.2.2. **Dans un délai d'un mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant devra faire réaliser une analyse des sables de fonderie allant en décharge par un laboratoire agréé. Cette analyse devra porter au minimum sur les éléments suivants : phénol, aluminium, plomb.

1.2.3. L'exploitant devra remettre à M. le Préfet, **dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté**, un dossier détaillant l'utilisation des sables de fonderie.

En particulier, devra être dressé un bilan d'utilisation moyenne mensuelle de ces sables dans lequel apparaîtront clairement :

- la quantité de sable neuf utilisée
- la quantité de sable régénérée
- la quantité de sable mise en décharge

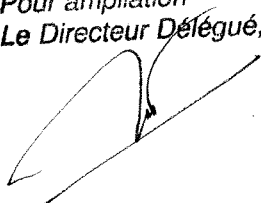
Tous les procédés dans lesquels entrent ces sables devront être décrits clairement ainsi que la température à laquelle ils sont utilisés et les divers produits chimiques avec lesquels ils peuvent être mélangés (résine , ...)

.../...

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de ST MARCEL, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Le Directeur Délégué,



J. NAUDET

Pour le PRÉFET
et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé : Michel SPILLEMAEKER